ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1993 6 ème CIRCONSCRIPTION DES PYRENEES-ATLANTIQUES



Marie Carmen PONCE-NAZABAL suppléant Pierre BATBY

candidats présentés par le

Parti Communiste Français

pour le rassemblement des forces progressistes et le changement

Madame, Monsieur,

Forte de l'inquiétude qui vous a poussé à voter non à Maastricht, inquiétude qui s'est étendue à de nombreux autres électeurs depuis, je me présente devant vous comme candidate du Parti Communiste Français pour rassembler tous ceux qui veulent exprimer leur mécontentement et changer de politique.

Les résultats du 21 mars vont être déterminants pour le devenir de notre pays.

Aujourd'hui, des millions de familles connaissent l'angoisse du lendemain : chômage, précarité, pauvreté et même marginalisation sont le lot d'un très grand nombre. Ceux qui ont fait confiance au Parti socialiste se demandent avec tristesse et parfois avec colère comment on en est arrivé là avec la «gauche».

La situation actuelle ne provient pas de l'échec d'une politique de gauche. C'est en effet la mise en oeuvre par les dirigeants socialistes d'une politique de droite qui a fait basculer des millions de travailleurs dans la pauvreté et l'insécurité. C'est cette politique qui a tracé le chemin de la droite qui est aujourd'hui redoutable. Cette dernière a l'intention de balayer tout ce qui fait obstacle à la toute puissance de l'argent, toutes les garanties sociales chèrement acquises depuis des dizaines d'années dans notre pays : retraite, sécurité sociale, école publique, secteur nationalisé, droits sociaux, services publics...

Les dirigeants actuels ont déjà commencé cette politique anti-sociale. L'Acte unique européen ne prévoit-il pas «la libre circulation des biens et des capitaux» avec toutes les conséquences négatives qui sont déjà vérifiables à Hendaye en particulier (transitaires, douanes, et peut-être même demain SNCF). Où sont l'intérêt national, la défense de l'emploi, le respect des travailleurs et des familles?

.../...

Faire barrage à la droite et à l'extrême-droite : cet objectif correspond, je le sais, à l'attente de milliers d'entre vous. Que pouvez-vous constater ? Qu'il n'est avancé que par le seul Parti Communiste. Les dirigeants du pays «refusent de se remettre en cause», se préparent «sans crainte» à la cohabitation et «ne s'intéressent plus qu'à une chose : l'élection présidentielle de 1995». Quant aux dirigeants écologistes, ils se refusent à empêcher la droite de venir au pouvoir et envisagent de gouverner avec elle.

Le neuf ne peut pas être du côté de la droite ou de ceux qui veulent s'allier avec elle! Le 21 mars, la volonté de s'opposer à la droite et à l'extrême-droite, de faire du neuf, de se défendre quoi qu'il arrive, ne pourra se faire entendre que grâce au vote communiste.

Comment faire du neuf? Dans le document «Six propositions pour la France» que nous avons porté chez vous, les communistes indiquent que l'investissement productif a reculé pour le profit immédiat au détriment de l'emploi. C'est ce monstrueux gaspillage qui doit cesser. Il faut réorienter complètement l'utilisation de cet argent, l'investir pour l'emploi productif et non pas pour la spéculation, augmenter le pouvoir d'achat - ce qui profitera à l'activité économique -, garantir les acquis sociaux et les élargir, garantir les libertés et les diversités idéologiques et culturelles. Une politique véritablement de progrès dans notre circonscription devra maintenir et développer les activités maritimes, le service public (SNCF, Santé et Thermalisme, l'école, le tourisme social...).

L'histoire a montré que chaque fois que les travailleurs ont laissé affaiblir le Parti Communiste, ils l'ont chèrement payé. Que l'on soit de sensibilité socialiste, écologiste, abertzale, que l'on soit croyant ou pas, il est de tout intérêt de renforcer l'influence du Parti Communiste dont la force est la garantie pour tous de pouvoir développer et mettre en oeuvre leurs propres convictions.

Je dirai à tous ceux qui décideront de voter communiste que nous ne considérerons pas ce vote comme un signe de ralliement à nos thèses, à notre projet de société, mais simplement comme un signe de rassemblement, comme une volonté de s'assurer des garanties pour l'avenir.

Marie Carmen PONCE-NAZABAL